

## Points de vue sur le Sommet

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en liaison avec les agences basées à Rome, a organisé la *Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies*, dans le but de réunir chefs d'Etat et ministres de 180 pays, ainsi que la Communauté européenne, pour renforcer les efforts de la communauté internationale en vue d'une approche liant le changement climatique, la bioénergie et la sécurité alimentaire pour préserver l'environnement, et vaincre la faim dans le monde.



De nombreux experts de toutes disciplines, ainsi que des représentants d'organismes intergouvernementaux, d'ONG et de la société civile, ainsi que du secteur privé, ont pris part aux fora du Sommet alimentaire, enrichissant les débats sur les politiques et ajoutant à la vitalité du Sommet. Il n'y avait pratiquement de pièce disponible à la FAO, les media s'infiltraient partout pour interviewer sans relâche les participants, mais cela n'a pas empêché l'équipe de l'Alliance internationale de se faufiler pour mener elle aussi ses propres interviews.

Les entretiens menés au gré des occasions avec des délégués nationaux, ou des représentants d'organisations de la société civile ou du secteur privé, visaient à recueillir leurs points de vue sur les questions principales relatives à la crise alimentaire, telles que ressenties par leur pays ou leur organisation.

La diversité des organisations présentes au Sommet alimentaire n'enlevait rien à la convergence de leurs points de vue. L'ensemble de la communauté internationale mobilise des ressources humaines et financières pour faire face à une crise alimentaire qui a d'ores et déjà « affecté le mode de vie des populations, dont le pouvoir d'achat a été substantiellement entamé », selon M. André Yaméogo, Secrétaire exécutif du Conseil national pour la sécurité alimentaire du Burkina Faso, membre de la délégation burkinabé à la FAO.

Le Mouvement international pour la jeunesse agricole et rurale catholique, le MIJARC, est une des organisations membres de l'Alliance internationale présentes au Sommet alimentaire. Son porte-parole pour l'Inde, M. José Jacob Kalayil, nous a déclaré: « Le MIJARC est une association de volontaires qui aide les jeunes agriculteurs à acquérir les connaissances et informations nécessaires en matière de production semencière, d'obtention de crédit et de formation de syndicats et d'associations professionnelles, en utilisant les langues locales. Le MIJARC recourt à des outils de formation et de plaidoyer pour aider les jeunes agriculteurs pauvres à améliorer leur capacité de production ».

M. Sebastião Costa Guedes, Président du CNPC, le Conseil national des éleveurs de bovins du Brésil, était également présent au forum « secteur privé » du Sommet alimentaire. Il a déclaré : « Notre Conseil est résolu à répondre au mieux aux défis posés par la sécurité alimentaire, les changements climatiques et la bioénergie. Plus spécifiquement, nous soutenons l'agriculture familiale et faisons la promotion d'importantes politiques sanitaires aux niveaux national et continental, notamment en ce qui concerne la fièvre aphteuse ».



Les ONG et les OSC mettent en œuvre des stratégies différentes pour arriver à leurs fins mais toutes semblent considérer les activités de plaidoyer comme les plus efficaces. Une des personnes interviewées, M. Vincente Vasquez Saul, International Indian Treaty Council, décrit ainsi le résultat positif de leur action de plaidoyer en faveur de la reconnaissance des droits des peuples autochtones: « L'IITC soutient les luttes autochtones au niveau de la base (...). Le plaidoyer est un élément crucial de notre travail, ainsi l'année dernière nous avons pu faire reconnaître le droit à l'alimentation comme un droit fondamental des peuples indigènes (...). En ce qui concerne la sécurité alimentaire, il est important de travailler en coopération avec les organisations dont le mandat porte sur la lutte contre la faim et la malnutrition ».

Le Sommet alimentaire a présenté aux ONG et aux OSC de nombreuses opportunités de prises de contact et d'échanges portant sur les meilleures pratiques à tirer de l'expérience des uns et des

autres. En ce qui concerne les prix élevés des denrées alimentaires, nous avons posé la question de savoir quelles leçons en tirer en ce qui concerne le revenu des ruraux et la réduction de la pauvreté. Les réponses les plus répandues étaient similaires à celle de Mme Estrella Pennuria, de l'Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development: « Les petits paysans sont souvent les victimes de l'envolée des prix alimentaires, surtout à long terme, ils sont donc la cible principale de nos actions de développement. La mission de l'AFA est de leur fournir des outils visant à renforcer leurs capacités propres de développement et d'autonomie ».

D'autres, comme M. Frédéric Mousseau, Oxfam International, reconnaissent le potentiel représenté par l'envolée des prix des produits alimentaires: « La hausse des prix alimentaires peut aussi être l'occasion d'influencer les changements de politiques, et de mobiliser l'aide des pays développés, mais il existe un risque de voir la situation actuelle exploitée par le secteur privé et les multinationales au détriment des petits paysans ».

Le plus optimiste en ce qui concerne les opportunités présentées par la hausse des prix est certainement M. Philip M. Kiriro, Président de l'Eastern Africa Farmers Federation, qui les conçoit en termes d'atouts et de faiblesses, expliquant: « Les gens ne peuvent plus payer la nourriture. Les paysans ont constaté un accroissement tant du volume de la demande que des prix (...). Les projections sur cinq ans indiquent un doublement des prix alimentaires susceptible de bénéficier aux agriculteurs ; en même temps l'ensemble des intrants, comme par exemple le pétrole, sont sujets à des hausses énormes (...). Les petits producteurs ont besoin de soutien et d'information pour vendre leurs produits . Il est nécessaire de renforcer leurs capacités d'intervention pour éviter qu'ils ne laissent échapper l'occasion de tirer profit de l'envolée des prix alimentaires (...) en un mot la solution de cette crise peut se résumer par la souveraineté alimentaire. » La déclaration de M. Kiroro était en net contraste avec l'opinion émise par M. André Yaméogo : « Même si aucune enquête officielle n'a été entreprise, en général les petits producteurs ne tirent aucun bénéfice de la hausse des prix alimentaires. »

Cependant M. Yaméogo était d'accord sur la nécessité « d'encourager les agriculteurs à cultiver davantage de produits alimentaires et à garantir à leurs produits l'accès sur les marchés national et international ». Le Conseil national brésilien sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, CONSEA, a une opinion bien marquée sur l'impact de l'envolée des prix alimentaires. Le Président du CONSEA, Renato Maluf, présent au Sommet, a repris la position du Conseil relatif à l'envolée des prix alimentaires : « La hausse des prix alimentaires traduit davantage qu'un simple déséquilibre entre la demande et l'offre au niveau mondial, et illustre une crise du modèle global de la production et de la consommation alimentaires, qui met en péril la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles des pays, en menaçant les initiatives d'intégration sociale destinées à améliorer le sort d'une masse importante de populations démunies ».

L'ensemble des personnes interrogées a estimé que, pour parvenir à faire évoluer les politiques et susciter des changements réels, les activités de plaidoyer auprès des autorités et la participation aux processus de décision étaient cruciales. Le mandat de l'Alliance internationale contre la faim est précisément de plaider pour l'élimination de la faim et de la pauvreté à travers le monde par le truchement d'un dialogue entre l'ensemble des parties prenantes visant à les encourager à prendre des initiatives conjointes plutôt que concurrentes.

Nous avons donc demandé aux personnes interrogées si elles estimaient que le rôle de notre alliance était de nature à accroître l'impact de leur propres activités. La réponse quasi générale était extrêmement favorable, mais nous gardons plus particulièrement en mémoire la recommandation de M. Frédéric Mousseau, Oxfam International: « L'AICF fait du bon travail, cependant elle devrait s'attacher à fournir davantage d'exemples concrets sur ses activités de plaidoyer visant à changer les politiques nationales ». Nous acceptons volontiers ce défi et nous efforcerons d'y répondre.

#### CONTACTS:

M. Sebastião Costa Guedes, Président, Conselho Nacional de Pecuária de Corte (Secteur privé)  
[www.cnpc.org.br](http://www.cnpc.org.br)

M. André YAMEOGO, Secrétaire exécutif du Conseil national pour la sécurité alimentaire du Burkina Faso  
n/a

M. José Jacob Kalayil, Mouvement international pour la jeunesse agricole et rurale catholique, Inde (MIJARC)  
n/a

M. Philip M. Kiriro, Président, Eastern Africa Farmers Federation (CSO)  
n/a

Mr. Renato Maluf, Président, Conseil national brésilien sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle CONSEA  
[www.planalto.gov.br/Consea/exec/index.cfm](http://www.planalto.gov.br/Consea/exec/index.cfm)

M. Frédéric Mousseau, Oxfam International  
[www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)

Mme Estrella Pennuria, Asian Farmers Association for Sustainable Rural Development  
[www.asianfarmers.org](http://www.asianfarmers.org)  
. Saul Vicente Vazquez, International Indian Treaty Council (ONG)  
[www.treatycouncil.org](http://www.treatycouncil.org)